

## (DOSSIER) ÉTUDIER DANS UNE FAMILLE SOUMISE AU MINIMUM VITAL

Quand on vit dans une famille avec des revenus limités, étudier peut représenter une gageure, comme le montrent les exemples suivants, tirés de la pratique du CSP Vaud.

La Loi vaudoise sur les bourses prévoit que « [par] son aide financière, l'État assure aux personnes en formation des conditions minimales d'existence et promeut l'égalité des chances en visant à supprimer tout obstacle financier à la poursuite des études et à la formation professionnelle ». Si tout étudiant vaudois voit effectivement son minimum vital garanti, la formule concernant l'égalité des chances et l'absence d'obstacles financiers laisse songeur.

En effet, le système d'aide aux études est subsidiaire au devoir d'entretien des parents, qui reste prioritaire pour le financement des études, à moins que leurs revenus ne s'approchent du minimum vital. Si tel est le cas, les personnes en formation peuvent effectivement bénéficier d'une bourse d'études, mais leurs revenus ne dépasseront pas ceux du minimum vital durant toute la durée de leur formation, et encore...

### MOINS DE REVENUS AVEC LA BOURSE

Laurent\* a 17 ans lorsqu'il consulte pour la première fois Jet Service (le Service social Jeunes du CSP Vaud) en raison de « problèmes financiers ». Il vit avec son petit frère et sa mère, qui bénéficie de l'aide sociale. Il vient de commencer le gymnase et le montant de sa bourse d'études ne suffit pas à subvenir à ses besoins. En effet, dès que les jeunes vivant dans un ménage au bénéfice de l'aide sociale accèdent au post-obligatoire, ils doivent déposer une demande de bourse d'études. À ce moment charnière, Laurent est donc sorti du budget de sa mère et s'est retrouvé responsable de toutes ses dépenses: part de loyer, alimentation, frais médicaux, frais d'études, sorties, etc. Et le budget de sa mère ne comprend aucune marge pour assumer des frais qui ne seraient pas expressément couverts par la bourse d'études.

Problème: le budget des bourses est très restrictif, car il fonctionne avec des forfaits qui ne couvrent pas les frais effectifs, à part le transport et les frais d'écologie. Au contraire, l'aide sociale rembourse les montants effectifs des frais médicaux, dentaires ou encore du loyer et des charges. Dans ce cas précis, lorsque Laurent est entré au gymnase, les revenus de la famille ont diminué. Avec l'aide de Jet Service, il a dû entreprendre de longues et complexes démarches afin de démontrer que l'aide perçue s'était réduite de 275 francs par mois, une somme importante pour une famille au minimum vital, avant d'obtenir finalement une compensation mensuelle.

### DÉDUCTION DU SALAIRE D'ÉTUDIANT-E

Karen\* a pris rendez-vous chez Jet Service pour une facture de rattrapage de décompte chauffage de 1318 francs qu'elle n'a pas les moyens de payer. Étudiante en deuxième année au gymnase, elle a 19 ans et reçoit, elle aussi, une bourse d'études. Elle vit avec sa

mère, bénéficiaire de l'aide sociale, avec qui elle partage le loyer et les charges de l'appartement à parts égales. Malgré sa bourse d'études et son job d'étudiante, elle n'a pas de marge dans son budget pour faire face à ces frais imprévus.

Karen pensait pouvoir payer cette facture avec l'argent mis de côté grâce à son job d'étudiante. C'était sans compter sur le fait que 2600 francs ont été déduits du montant de sa bourse annuelle pour compenser le salaire qu'elle a perçu au cours de l'année précédente. En effet, au-delà d'un salaire de 250 francs par mois, la bourse est réduite d'une partie du salaire étudiant. Pour Karen, le seul moyen de payer la facture de chauffage et d'éviter les poursuites consistait donc à demander un arrangement de paiement, qui a engendré des frais supplémentaires de 45 francs.

### AUGMENTER LES MINIMA VITAUX, INTRODUIRE UNE FRANCHISE SUR LE REVENU

Cette logique implacable des minima vitaux, qui touche les jeunes

dont les parents sont bénéficiaires de l'aide sociale, concerne également tous ceux qui vivent dans des familles à bas revenus, qu'ils soient rentiers ou travailleurs. Au-delà des contraintes financières, cette précarité structurelle durant toute la durée des études génère des problématiques de santé, notamment du fait d'un stress accru. Elle peut également impacter les résultats scolaires et même entraîner des ruptures de formation.

Depuis sa création, Jet Service s'est préoccupé d'alerter les autorités sur cette situation, créant des partenariats avec différents services sociaux afin de débloquer des situations particulières. Une plateforme d'échange cantonale a également été mise sur pied afin d'améliorer le dispositif des bourses. Jet Service demande notamment l'augmentation des minima vitaux et l'introduction d'une véritable franchise sur le revenu d'étudiant (tel qu'il se pratique par exemple dans le canton de Genève).

Talissa Rodriguez

\* Prénoms fictifs

